

Rigueur ou croissance

Pierre-Cyrille Hautcoeur

Ecole des hautes études en sciences sociales

Ecole d'économie de Paris

Le gouvernement est pris dans un dilemme conjoncturel apparemment insoluble: d'un côté, la crainte d'une attaque des marchés sur une dette publique qu'ils considéreraient soudain comme insoutenable impose dès maintenant une politique de rigueur budgétaire; de l'autre la faiblesse de la croissance et la reprise du chômage appellent une relance.

La meilleure solution serait un rééquilibrage coordonné de la demande au sein de la zone euro. Le danger actuel vient en effet de la mise en place simultanée de plans de rigueur dans toute la zone, qui vont conduire à la réduction simultanée des demandes interne et externe (celle-ci venant d'abord des voisins européens) dans tous les pays. Jamais la demande en provenance de l'extérieur de la zone ne compensera ces réductions, car elle représente une trop petite part de la demande européenne. Or au sein de la zone euro, certains pays sont en mesure d'effectuer une relance, qui pourrait compenser au niveau de la zone dans son ensemble les effets récessionnistes des politiques de rigueur des autres pays sans menacer leur propre situation: l'Allemagne en particulier, mais aussi sans doute les Pays-Bas et l'Autriche, pourraient accroître leur consommation (ou, encore mieux, leur investissement) de manière à stimuler l'économie européenne. Une hausse des salaires (ou des primes ponctuelles) en serait un excellent moyen, que les salariés pourraient négocier comme contrepartie de leurs efforts de ces dernières années. A défaut, une relance de l'investissement public y pourvoirait: même si elle s'accroissait quelque peu, leur dette publique resterait la valeur refuge qu'elle est actuellement. La réduction de leurs excédents commerciaux rééquilibrerait la situation au sein de la

zone euro. Si un déficit de la balance courante de celle-ci apparaissait, il pourrait pousser à une réduction du cours de l'euro qui faciliterait également la reprise.

Parce que la contagion des attaques spéculatives contre les dettes publiques résulte principalement des incertitudes sur la solidarité européenne, une telle politique coordonnée serait un signal fort qui calmerait sans doute largement les inquiétudes. Malheureusement, le gouvernement allemand ne semble pas vouloir en entendre parler, considérant qu'il doit montrer l'exemple de la rigueur à toute l'Europe, et obtenir, comme dans les années 1930, la compétitivité par la déflation. Socialement, ce refus correspond à la domination de la politique allemande par une population aisée et âgée qui entend épargner sans se rendre compte que la valeur même de son épargne dépend de la stabilité de l'Europe. Sans cette relance, une récession à l'échelle européenne est probable, et les déséquilibres internes à la zone ne peuvent que se perpétuer, spécialement en l'absence d'un budget européen conséquent qui permettrait d'y remédier. En effet, rien ne peut plus guère être attendu de la politique monétaire, déjà fortement expansionniste et empêtrée dans les difficultés du système financier.

Au niveau français, la seule manière de réduire l'impact négatif de la nécessaire rigueur budgétaire sur la croissance est de limiter dans un premier temps les prélèvements portant sur la consommation et de frapper prioritairement les revenus fortement épargnés, ou les contribuables épargnant une proportion importante de leur revenu. C'est le cas en moyenne des revenus du capital et des contribuables aux revenus élevés et âgés. En ce sens, la suggestion de l'Inspection des finances de supprimer l'abattement de 10% dont bénéficient les pensions de retraite pour l'impôt sur le revenu devrait être étudiée car elle est simple, rapide d'exécution et juste. Malheureusement, les contribuables en question forment le cœur de l'électorat de l'UMP, et apprécient sans doute moins le sacrifice qu'ils ne le disent parfois.

Ils devraient méditer l'initiative récente des quelques très hauts revenus qui ont proposé d'accroître leur contribution fiscale. Cette proposition ne relève pas de la générosité ou d'une tentative machiavélique d'éviter des hausses d'impôts futures: elle résulte de la prise de conscience que la stabilité de l'Etat est la condition première des affaires privées et qu'une crise majeure des finances publiques affecterait bien plus les finances privées que quelque impôt que ce soit. Tant que les Français ne se déprennent pas de la drogue des déficits et de la dépendance envers les marchés qui en résulte, ils ont besoin d'une dette crédible et des bas taux d'intérêt qui vont avec. Il est dommage que les engagements du Pacte de stabilité européen aient été si souvent violés que l'inscription d'une « règle d'or » dans les constitutions nationales semble plus valable. Mais les politiques doivent négliger les calculs de court terme pour s'engager en faveur de solutions durables. Les Français sauront les en remercier.